

Ce document peut ne pas être entièrement accessible.

Pour une version accessible, prière de consulter :

<https://www.international.gc.ca/education/report-rapport/covid19-impact/index.aspx?lang=fra>

Impact économique de la COVID-19 sur le secteur de l'éducation internationale du Canada en 2020

SOMMAIRE

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions négatives sur un certain nombre de secteurs de l'économie en général et a fortement perturbé le secteur mondial de l'éducation. Qu'il s'agisse de la fermeture d'écoles, de l'essor de l'apprentissage en ligne et à distance ou des répercussions sur le secteur des étudiants internationaux, toutes les activités du secteur de l'éducation ont été touchées.

Avant la pandémie, les dépenses des étudiants internationaux au Canada étaient estimées à 22 milliards de dollars canadiens. Le secteur de l'éducation internationale est donc essentiel pour le Canada [1]. Les confinements imposés en raison de la COVID-19, puis les fermetures de frontières et les restrictions de voyage au pays et partout dans le monde ont grandement limité la mobilité des étudiants et, par conséquent, le secteur des étudiants internationaux. La présente étude vise à quantifier l'impact économique de la COVID-19 sur le secteur canadien de l'éducation internationale en 2020. Aux fins de l'étude, l'impact de la COVID-19 est défini comme étant la différence entre la situation économique théorique du Canada si la pandémie ne s'était pas produite [2] et sa situation économique réelle enregistrée en 2020.

L'étude a cherché à évaluer l'impact de la COVID-19 en 2020 en analysant :

- les données les plus récentes sur le nombre d'étudiants internationaux et leurs dépenses au Canada;
- l'effet de la réduction du nombre d'inscriptions et de la transition à grande échelle vers l'apprentissage en ligne sur les exportations de services d'éducation du Canada;
- les coûts associés suite aux mesures d'adaptation prises par les établissements pour tenir compte des besoins des étudiants internationaux dans le contexte de la pandémie;
- les fluctuations des recettes et des dépenses associées aux étudiants internationaux au Canada en raison de la baisse du nombre d'inscriptions et de la transition vers l'apprentissage en ligne.

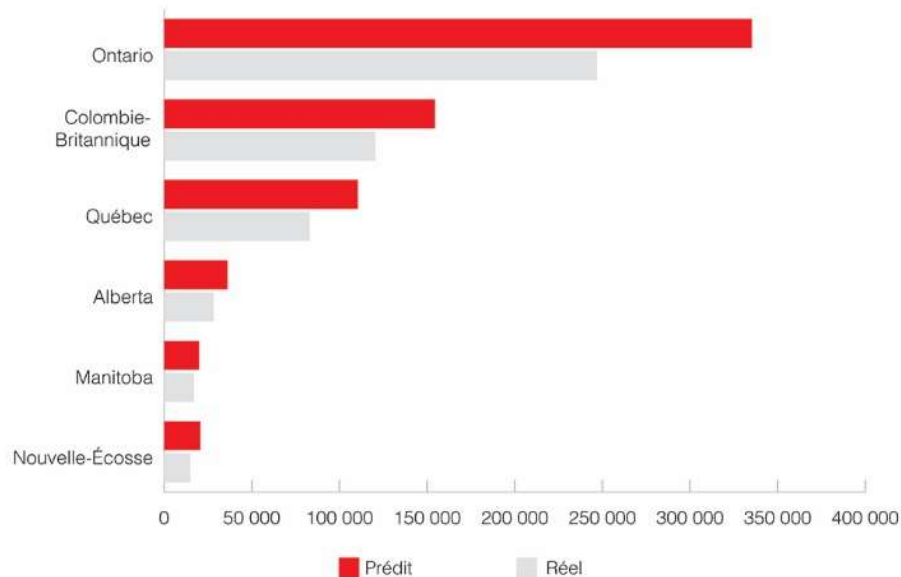
Les données les plus récentes sur le nombre de titulaires de permis d'études au Canada fournies par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) indiquent que le secteur des étudiants internationaux a subi une forte contraction en 2020 en raison de la pandémie. Voici les principales constatations du rapport :

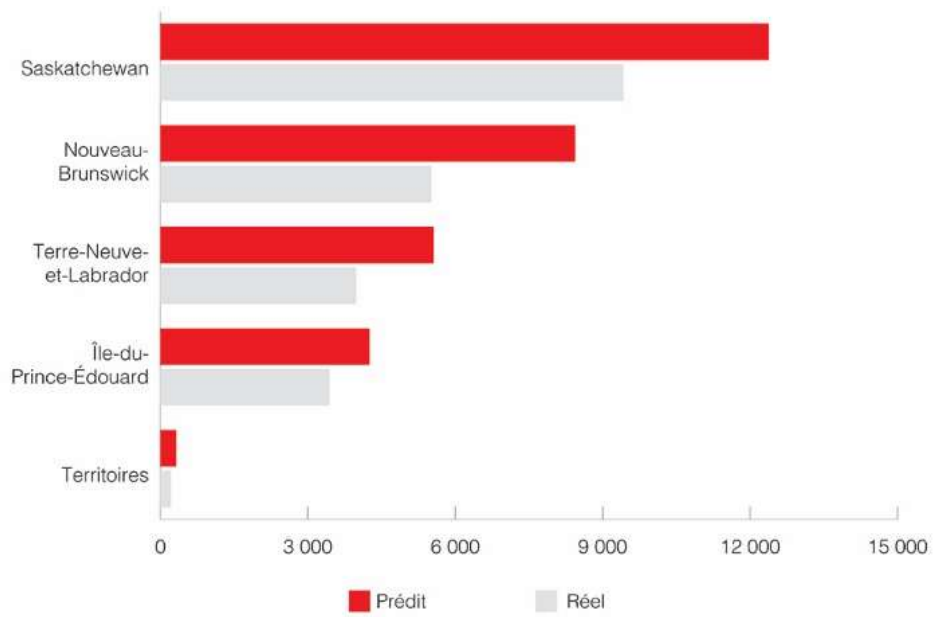
- Le nombre d'étudiants internationaux au Canada au 31 décembre 2020 était de 533 370 (soit une diminution de 17 % par rapport à 2019), alors que le nombre prévu d'étudiants internationaux au Canada (selon un scénario de référence sans COVID-19) aurait été de 708 387, soit une diminution de 24 %. Cette baisse peut s'expliquer en partie par un déclin temporaire, car un certain nombre d'étudiants ont probablement opté pour l'étude en ligne en attendant que les restrictions aux frontières et les restrictions de voyage s'atténuent, ce qui signifie que ce nombre est susceptible d'augmenter à l'avenir lorsque la pandémie s'atténuera.
- De même, pour les étudiants en séjour de courte durée, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas besoin d'un permis d'études, le nombre de semaines par étudiant aurait diminué de 37 % par rapport à ce qui était prévu dans le cas d'un scénario sans pandémie [3].
- La diminution du nombre d'étudiants qui viennent étudier au Canada s'est traduite par une réduction de 7,3 milliards de dollars canadiens des dépenses totales des étudiants [4] et par un manque à gagner de 7,1 milliards de dollars canadiens dans le produit intérieur brut du Canada en 2020[5].

- La perte des dépenses des étudiants équivaut à une perte de 4,5 milliards de dollars canadiens en revenus du travail, soit l'équivalent d'une perte (directe et indirecte) de 64 300 emplois à temps plein au Canada.

L'examen des données par province révèle que les provinces qui ont encaissé la plus forte baisse du PIB sont celles qui comptent le plus grand nombre d'étudiants internationaux. Les plus fortes pertes en termes de PIB ont été enregistrées en Ontario (plus de 4,1 milliards de dollars), en Colombie-Britannique (1,2 milliard) et au Québec (un peu plus de 1 milliard). Toutefois, en ce qui concerne la baisse du nombre d'étudiants internationaux par rapport à 2019, les trois provinces les plus touchées se trouvent au Canada atlantique. En effet, la baisse a été de 34,7 % au Nouveau-Brunswick, de 28,4 % à Terre-Neuve-et-Labrador et de 28,1 % en Nouvelle-Écosse. Ailleurs au pays, les trois territoires ont enregistré une baisse collective de 33,2 % pendant la même période.

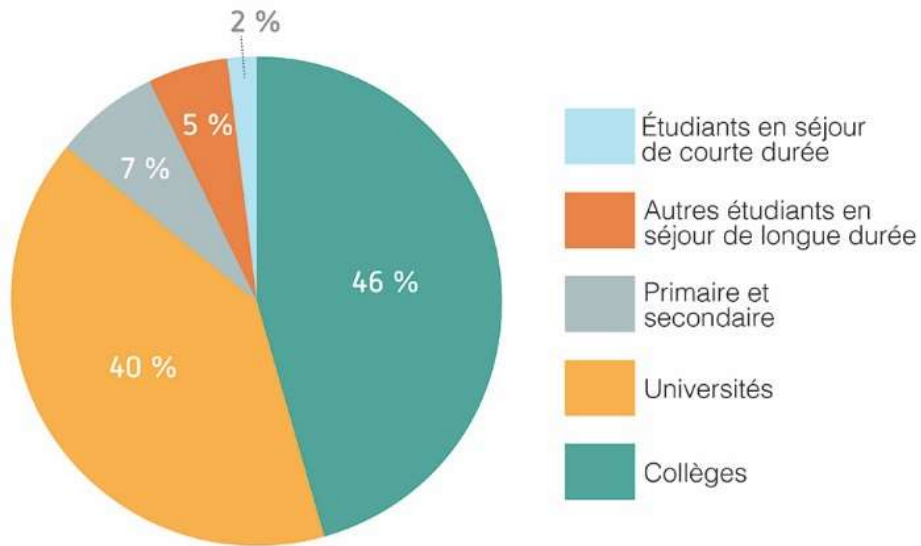
Figure 1 – Impacts estimés de la COVID-19 sur le nombre de titulaires de permis d'études en 2020 par province et par territoire





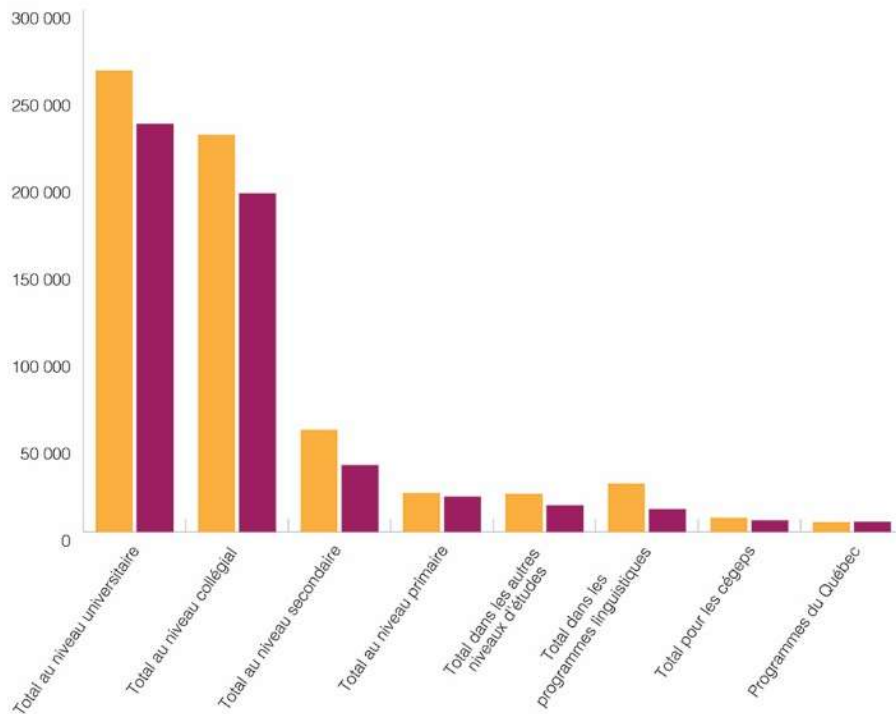
Les plus grandes pertes estimées de PIB attribuables à la diminution du nombre d'étudiants internationaux ont été enregistrées au niveau collégial (2,55 milliards de dollars), puis au niveau universitaire (2,26 milliards). Cette diminution est illustrée dans la figure ci-dessous. Il est à noter que les étudiants des cégeps et les étudiants des programmes du Québec sont inclus dans la catégorie « Autres étudiants en séjour de longue durée », tandis que la catégorie « Étudiants en séjour de courte durée » comprend les étudiants en langues et les étudiants du primaire et du secondaire qui n'avaient pas besoin d'un permis d'études.

Figure 2 – Part estimée des pertes totales de PIB en 2020 par niveau d'études



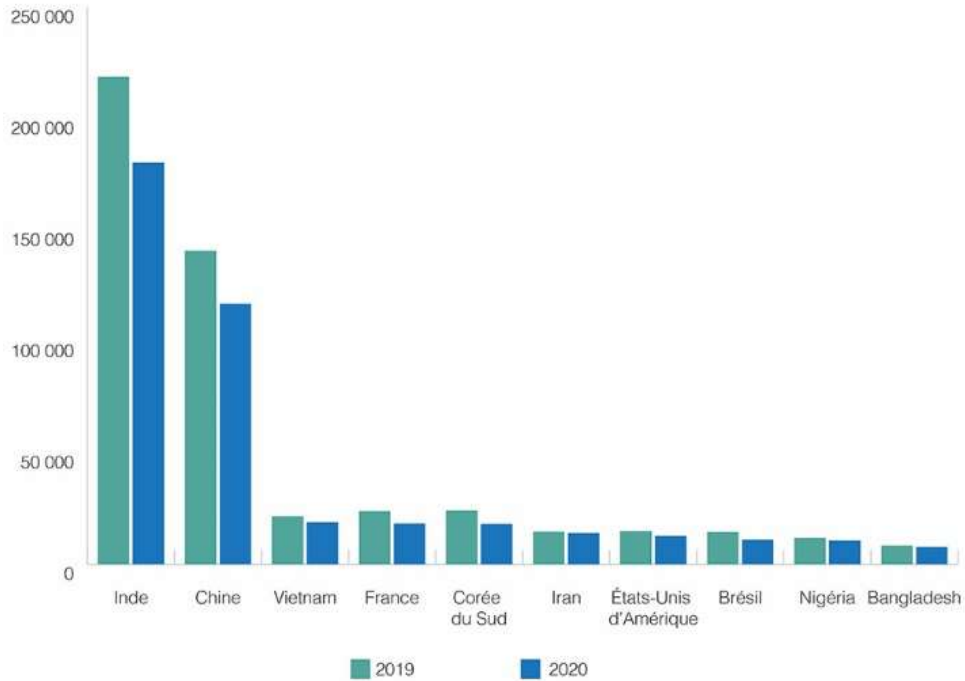
Le graphique qui suit illustre de façon plus détaillée l'incidence de la pandémie sur chaque niveau d'études en 2020 : il s'agit de la différence entre le nombre d'étudiants internationaux par niveau d'études au 31 décembre 2019 et ce nombre au 31 décembre 2020. C'est le nombre d'étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques qui a le plus diminué, soit de près de 53 %, suivi par le nombre d'étudiants internationaux au secondaire, qui a reculé d'environ 34 %.

Figure 3 – Canada – Titulaires de permis d'études au 31 décembre par niveau d'études, 2019 et 2020



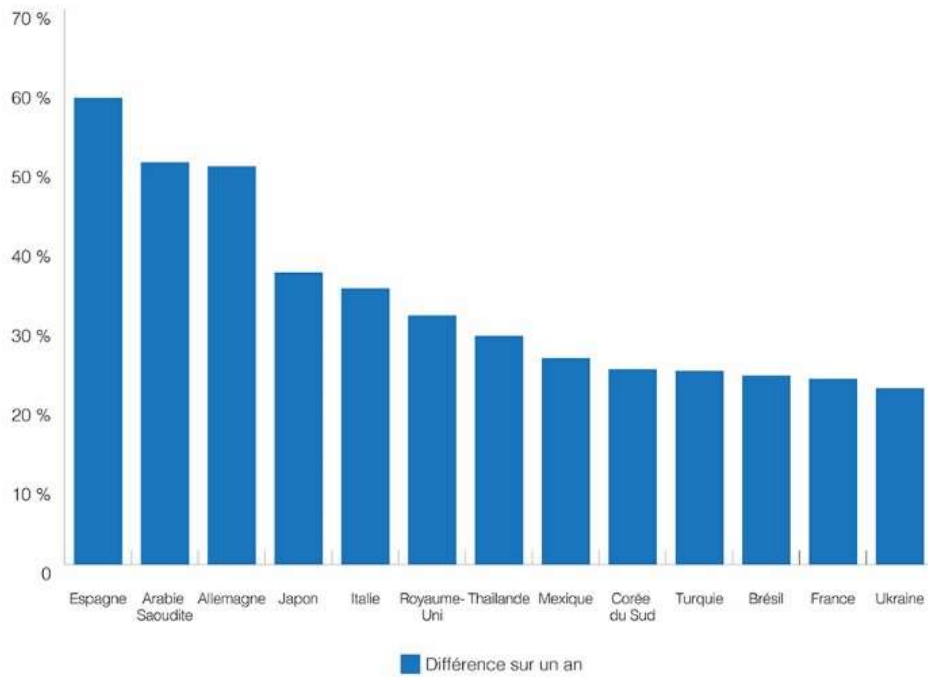
L'impact de la pandémie sur le nombre d'étudiants internationaux provenant des principaux pays d'origine a également varié. La baisse du nombre de titulaires de permis d'études va de 4 % pour les étudiants originaires d'Iran à 24,6 % pour ceux provenant de la Corée du Sud. Les deux principaux pays d'origine, à savoir l'Inde et la Chine, ont enregistré des baisses de 17,6 % et 16,9 %, respectivement.

Figure 4 – Les 10 principaux pays d'origine des titulaires de permis d'études au 31 décembre 2020 par rapport au 31 décembre 2019



Parmi les principaux pays comptant plus de 1 000 titulaires de permis d'études au 31 décembre 2019, 14 pays ont connu une baisse de 20 % ou plus entre 2019 et le 31 décembre 2020. Les baisses les plus marquées ont été constatées pour l'Espagne (58,8 %), l'Arabie saoudite (50,7 %) et l'Allemagne (50,2 %).

Figure 5 – Pays d'origine pour lesquels le nombre de titulaires de permis d'études a le plus diminué de 2019 à 2020 (pays qui avaient au moins 1 000 titulaires de permis d'études en 2019)



AUTRES IMPACTS

- Recherche – En discutant avec des représentants des collèges et universités, nous avons conclu que l'impact de la COVID-19 sur les dépenses liées à la recherche dans le secteur de l'éducation internationale avait été peu marqué en 2020, car la plupart des travaux de recherche se sont poursuivis au moyen d'outils de collaboration en ligne. Selon Universités Canada, les activités de recherche sur le campus se sont poursuivies avec un minimum de perturbations, et les collaborations internationales se sont adaptées en conséquence [6].
- Financement d'urgence pour les étudiants – Puisque de nombreux étudiants internationaux ont dû quitter les résidences universitaires à compter de mars 2020, ils ont engagé des coûts supplémentaires pour trouver des logements privés. Certains étudiants ont eu besoin d'un financement d'urgence pour surmonter des difficultés financières ; une partie de cette aide provenait des établissements eux-mêmes. Il n'existe pas de données fiables pour cette activité, mais d'après les discussions tenues avec des informateurs clés, le coût global semble modeste.
- Coût de gestion de la pandémie – La gestion de la pandémie a été une activité permanente tout au long de 2020 pour tous les secteurs de l'économie. Il n'est pas possible de quantifier cet impact, mais il ne fait aucun doute que la crise sanitaire a fait perdre aux cadres et à d'autres personnes beaucoup de temps qui aurait pu être consacré à d'autres activités. Les coûts directs comprennent également le nettoyage supplémentaire, l'affichage sur la COVID-19 et d'autres mesures visant à assurer la conformité aux règlements sanitaires provinciaux.
- Coût du rapatriement des étudiants – Le secteur de l'éducation internationale aurait subi certains coûts liés au rapatriement d'urgence d'étudiants travaillant sur des projets de recherche et étudiant à l'étranger. Comme ces étudiants seraient revenus ultérieurement, les coûts nets de cette activité auraient été minimes.
- Apprentissage en ligne et à distance – La pandémie a contribué à une augmentation de l'apprentissage en ligne dans le secteur de l'éducation et a servi de catalyseur à la croissance des technologies pédagogiques dans le monde. Selon Quacquarelli Symonds, une société de recherche de premier plan dans le domaine de l'éducation internationale :

La situation actuelle met en lumière de nouveaux marchés nationaux et internationaux, permettant aux établissements de maximiser la valeur de leur offre en joignant des personnes qui ne pouvaient l'être auparavant. L'épidémie a accéléré le développement des capacités d'apprentissage en ligne des établissements et a modifié la manière dont ils communiquent leurs capacités et leur réputation aux étudiants [7].

Le marché croissant de l'enseignement en ligne est stimulé par les avancées technologiques des établissements d'enseignement, l'enthousiasme des apprenants et la pénétration croissante des appareils intelligents à l'échelle mondiale. Diverses estimations de l'ensemble du marché mondial de l'enseignement en ligne prévoient une croissance de 8 % à 13 % par année jusqu'en 2025, passant de 222 milliards de dollars américains en 2020 à un montant prévu de 350 milliards en 2025.

Les établissements canadiens ont prouvé qu'ils sont capables de s'adapter rapidement à une situation pandémique en passant très rapidement à l'enseignement en ligne. Le fait d'être relativement habile dans ce type de prestation de cours a permis d'atténuer une perte potentielle de revenus en 2020-2021 et a également donné aux établissements la possibilité de parfaire leur prestation de programmes en ligne. Au Canada, une enquête non officielle sur le ratio d'étudiants

internationaux dans les établissements de la Nouvelle-Écosse en 2020-2021 a révélé que 10 % de tous les étudiants en ligne se trouvaient à l'extérieur du Canada.

Il est important de noter que les conclusions du présent rapport portent sur l'impact économique des étudiants internationaux qui étudient au Canada. Selon l'établissement d'enseignement, la proportion de cours donnés en ligne et en personne a varié en 2020. Cependant, une partie de la population étudiante internationale a suivi la totalité de ses cours en ligne depuis son pays d'origine. Une partie considérable de ces étudiants qui ont commencé leurs études en ligne étaient des « étudiants en ligne temporaires », c'est-à-dire des étudiants qui ont reporté leur arrivée au Canada en attendant que la pandémie se stabilise. Les dépenses de ces étudiants (notamment leurs droits de scolarité) n'ont pas été comptabilisées aux fins de la présente étude. Les nombres d'étudiants dans la présente étude sont fondés sur le nombre réel d'étudiants au Canada au 31 décembre 2020. Sans égard à la nature probablement temporaire de la hausse marquée de l'enseignement en ligne constaté en 2020, les projections de croissance du marché de l'éducation en ligne et la probabilité que cette tendance se poursuive bien au-delà de la pandémie, l'enseignement à distance et en ligne représente une occasion importante pour le secteur de l'éducation internationale du Canada, notamment sur le plan économique.

CONCLUSION

Il va sans dire que la pandémie de COVID-19 a perturbé le secteur de l'éducation. Tout le secteur a ressenti l'impact de la pandémie, des écoles primaires aux établissements d'enseignement postsecondaire. Au Canada, le secteur de l'éducation internationale a subi d'importantes incidences économiques négatives. Une baisse de 17 % en un an du nombre d'étudiants internationaux au Canada a entraîné une perte estimée à 7,3 milliards de dollars canadiens en dépenses totales des étudiants, ce qui s'est traduit par un manque à gagner de 5,3 milliards dans le PIB du Canada en 2020. Il s'agit d'une perte importante qui, comme le montrent les analyses, n'a pas été ressentie dans la même mesure dans les différentes régions du Canada et les différents segments du secteur lui-même. En effet, certaines provinces et certains segments et niveaux d'études ont été touchés de manière disproportionnée. Bien que le rapport ait examiné les pertes sur les plans provincial et territorial, l'impact économique réel est souvent plus important au niveau communautaire, où les universités et les collèges représentent souvent des industries de premier plan. Qui plus est, dans bien des cas, l'économie des localités affectées n'est pas suffisamment diversifiée pour compenser la contraction du secteur de l'éducation internationale.

L'un des aspects positifs de cette année inattendue a toutefois été l'essor de l'enseignement en ligne et à distance. La pandémie a obligé les établissements à accélérer cette transition afin de rester compétitifs et de s'adapter aux restrictions de voyage et aux circonstances incertaines auxquelles sont confrontés leurs étudiants internationaux. En raison de la crise sanitaire de la COVID-19, la plupart des programmes d'études de longue durée sont passés à un format en ligne à la fin du semestre d'hiver 2020, et ce, jusqu'à la fin de l'année 2020.

En conclusion, malgré ces circonstances difficiles, la gestion et le traitement de la crise par le gouvernement canadien, en particulier en ce qui concerne l'entrée sûre et ordonnée des étudiants internationaux, ont été salués à l'échelle mondiale. Plus d'un an après le début de la pandémie, certains signes indiquent une reprise, et le Canada est toujours considéré comme une destination internationale de choix par les étudiants potentiels, les parents et les agents.

RÉFÉRENCES

[1] Évaluation de l'impact économique du secteur de l'éducation internationale au Canada, 2018, Canmac. Accessible à l'adresse <https://www.international.gc.ca/education/report-rapport/impact-2018/index.aspx?lang=fra>

[2] À partir des données annuelles et mensuelles d'IRCC, nous avons calculé l'impact théorique d'une situation sans COVID-19 en créant un modèle de régression par l'analyse des tendances de croissance des titulaires de permis d'études au Canada en 2018 et 2019.

[3] Le nombre d'étudiants internationaux en séjour de courte durée a été estimé à partir des chiffres fournis par Langues Canada et l'Association canadienne des écoles publiques – International, à savoir le nombre confirmé d'étudiants internationaux en séjour de courte durée qui n'avaient pas besoin de permis d'études.

[4] Les estimations des dépenses des étudiants proviennent de diverses sources. Les principales catégories de dépenses estimées sont les suivantes :

- Droits de scolarité et frais obligatoires
- Livres et matériel scolaire
- Hébergement
- Dépenses discrétionnaires
- Transports
- Conformément aux études précédentes, les bourses ont été estimées à 1 % des droits de scolarité.

[5] L'incidence sur le PIB fait référence à la fois aux impacts **directs** et **indirects** sur les entreprises qui fournissent des biens et des services aux services d'éducation et à d'autres secteurs.

[6] Correspondance datée du 18 mars 2021 avec un représentant d'Universités Canada, portant particulièrement sur les programmes d'études STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques).

[7] *What Opportunities and Challenges Does Online Learning Present to the Admissions Office During COVID-19 and Beyond?*, Quacquarelli Symonds, 2020.